

**Assemblée générale**

Distr. générale  
2 avril 2014

Original: français

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-huitième session,  
13-22 novembre 2013**

**N° 54/2013 (Maroc)**

**Communication adressée au Gouvernement le 22 août 2013**

**Concernant: Mustapha El Hasnaoui**

**Le Gouvernement a répondu le 17 octobre 2013.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010, puis prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-13065 (F)



\* 1 4 1 3 0 6 5 \*

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### **Informations reçues**

#### *Communication émanant de la source*

3. Mustapha El Hasnaoui, citoyen marocain, 34 ans, demeurant dans le quartier Sidi Moussa, à Salé, est journaliste à «Assabil», un quotidien particulièrement critique sur la répression des personnes accusées de terrorisme depuis les attentats de Casablanca en 2003, et membre d'une organisation non gouvernementale marocaine des droits de l'homme, le Forum de la dignité et des droits de l'homme. Dans le cadre de ses activités de journaliste et de défenseur des droits de l'homme, il a dénoncé et réuni des informations sur de nombreux cas de détentions arbitraires et de tortures.

4. M. El Hasnaoui s'est rendu en Turquie le 11 mai 2013. À son arrivée à l'aéroport d'Istanbul, il a fait l'objet d'une mesure de refoulement par les autorités aéroportuaires turques sans que les raisons de cette mesure ne lui soient précisées. Dès son retour à Casablanca, il a fait l'objet d'une mesure d'interpellation par la police des frontières et a été interrogé pendant plusieurs heures, avant d'être libéré.

5. Le 15 mai 2013, M. El Hasnaoui a reçu un appel téléphonique d'un agent de la police judiciaire l'informant qu'il était convoqué au commissariat d'Al Maarif à Casablanca, le lendemain à 9 h 30. Le 16 mai, il s'est présenté au siège de la police judiciaire d'Al Maarif à l'heure prévue. L'agent de permanence lui a alors demandé de revenir à 13 heures, car le service n'était pas en mesure de le recevoir. Dès son retour à l'heure indiquée, il a été placé en état d'arrestation sans qu'aucun motif légal ne lui soit notifié.

6. La source indique que M. El Hasnaoui a été interrogé pendant de longues heures sur ses activités de journaliste, sur la couverture de certains événements, sur ses convictions politiques ainsi que sur ses activités de défenseur des droits de l'homme et ses contacts avec les familles de détenus accusés d'appartenir à la «Salafia jihadia». La source affirme que le téléphone portable de M. El Hasnaoui a alors été saisi et a fait l'objet d'une expertise en violation du Code de procédure pénale, qui prévoit certaines garanties légales pour une telle mesure.

7. La source constate qu'aucune accusation précise n'a été portée contre M. El Hasnaoui par les officiers de police judiciaire et qu'aucun fait précis ne lui a été reproché. Selon la source, le seul reproche clairement formulé par les agents de la police judiciaire semblait être le refus que M. El Hasnaoui avait opposé à leurs nombreuses propositions de collaborer avec leurs services pour les informer sur les activités des personnes proches des milieux salafistes avec lesquelles il entretenait des relations de confiance dans le cadre de son engagement de journaliste et de défenseur des droits de

l'homme. La source maintient qu'en raison de ses refus, M. El Hasnaoui avait reçu, à plusieurs reprises, des menaces de représailles de la part des services de sécurité.

8. La source rapporte que la garde à vue de M. El Hasnaoui a duré 12 jours; la durée initiale de garde à vue de 96 heures ayant été renouvelée deux fois, sans aucun motif légal, ni aucune nécessité liée à l'enquête. Selon la source, aucune accusation ni aucun fait lié à une activité de nature terroriste ne lui ayant été imputé formellement, son placement en garde à vue n'était, en aucune façon, fondé.

9. Au douzième jour de sa garde à vue, un officier de la police judiciaire a demandé à M. El Hasnaoui de signer le procès-verbal lui assurant que la procédure était terminée, qu'aucun fait ne lui était reproché et qu'il serait libéré à la suite de cette simple formalité. Il est rapporté que l'officier de police l'a ainsi pressé de signer, sans relire les déclarations contenues dans le procès-verbal, lui assurant que ses déclarations avaient été fidèlement notées. La source indique que M. El Hasnaoui, qui était très affecté par sa longue détention en garde à vue, a accepté de signer le document sans le relire.

10. Le 27 mai 2013, M. El Hasnaoui a été présenté devant le Procureur du Roi du tribunal de Salé, lequel a requis l'ouverture d'une information judiciaire pour des faits liés à des activités terroristes. Le juge d'instruction l'a interrogé sur un voyage qu'il avait effectué en 2009 en Turquie et sur ses relations avec les milieux salafistes.

11. À l'issue de cette comparution, le magistrat a cru devoir poursuivre M. El Hasnaoui pour «constitution de bande criminelle en vue de commettre des actes terroristes dans le cadre d'une entreprise collective visant l'atteinte grave à l'ordre public par l'intimidation, la terreur ou la violence» et ordonné sa détention préventive à la prison de Salé.

12. La source constate qu'aucune autre personne que M. El Hasnaoui n'est citée ni même identifiée dans la procédure pénale comme constituant ou faisant partie de la prétendue «bande criminelle» agissant dans le cadre «d'une entreprise collective» et qu'aucun fait précis pouvant recevoir une telle qualification pénale n'a été établi ni au cours de l'enquête préliminaire ni pendant l'instruction préparatoire.

13. M. El Hasnaoui a été déféré devant la cour d'appel de Rabat le 11 juillet 2013. Lors de l'audience, il a nié avoir commis tout fait répréhensible et nié toutes les accusations dont il faisait l'objet; il a justifié ses relations avec les milieux salafistes par ses activités de défenseur des droits de l'homme et de journaliste préoccupé par cette thématique. Au cours de cette même audience, il a fait part au juge des menaces et des pressions de la part des services de renseignements suite à son refus de collaborer. M. El Hasnaoui a été condamné à quatre ans d'emprisonnement.

14. La source allègue que M. El Hasnaoui a été poursuivi et condamné pour les seules raisons liées à ses activités de défenseur des droits de l'homme et de journaliste et qu'il est ainsi arbitrairement privé de sa liberté, exclusivement en raison de ses opinions et convictions politiques. La source estime que la détention actuelle de M. El Hasnaoui ne peut, dans ces conditions, s'interpréter que comme une privation arbitraire de liberté.

15. La source relève qu'aucun fait matériel susceptible de constituer une infraction à la loi pénale marocaine n'a été établi ni par la juridiction d'instruction ni par la juridiction de jugement. La source maintient que l'arrestation de M. El Hasnaoui vise, selon son expression, à «museler» un journaliste et défenseur des droits de l'homme et à l'empêcher d'exprimer à travers ses articles de presse ses positions politiques d'une manière pacifique.

16. Le placement de M. El Hasnaoui en garde à vue, prorogé sans motif légal et sans nécessité liée à l'enquête, et qui aura duré au total 12 jours, est considéré par la source comme abusif et injustifié. Par ailleurs, il ressort de ses déclarations devant le juge d'instruction et au cours de son procès, qu'il a été contraint de signer le procès-verbal sans en avoir pris connaissance. La juridiction de jugement a fondé sa décision de condamnation

uniquement sur le procès-verbal de police, violant ainsi le droit de l'accusé à être entendu «équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial».

17. La source rappelle que le Comité des droits de l'homme, dans ses observations finales du 3 novembre 2004, s'est dit préoccupé du fait que l'indépendance de la magistrature n'est pas pleinement garantie et a expressément recommandé au Maroc de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'indépendance et l'impartialité de la magistrature (CCPR/CO/82/MAR, par. 19).

18. La source maintient que la privation arbitraire de M. El Hasnaoui constitue une violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que de la Constitution marocaine.

#### *Réponse du Gouvernement*

19. Dans sa réponse du 17 octobre 2013, le Gouvernement affirme que M. El Hasnaoui, un citoyen marocain âgé de 34 ans, ne serait pas journaliste mais blogueur journaliste, qu'il a lutté contre le laïcisme et que, en 2004, il s'est affilié au Mouvement Al Adl Wal Ihsane, mouvement islamiste interdit au Maroc, au sein duquel il a renforcé ses convictions fondamentalistes de jihad contre l'ennemi occidental, là où il se trouvait. M. El Hasnaoui a noué de solides relations avec les dénommés Abdelkadir Kebir et Abdelwahab Harraoui, réputés pour le recrutement de personnes désirant combattre en Afghanistan. Après son voyage en Turquie en 2009, M. El Hasnaoui écrivait en permanence sur les mouvements islamistes et sur les procès des militants et organisait des manifestations dans les prisons et d'autres endroits publics. Il s'est lié aussi à des mouvements qui lui ont appris qu'ils combattaient contre l'armée régulière syrienne, information qui a motivé son voyage à Istanbul, en mai 2013, où il a été refoulé dès son arrivée.

20. Le Gouvernement ajoute que M. El Hasnaoui a pris contact avec l'organisation Alkarama, basée à Genève, ainsi qu'avec des islamistes de Suisse lorsqu'il a appris la détention d'un terroriste en Allemagne. Le Gouvernement a fourni une liste de rencontres entre M. El Hasnaoui et des islamistes dans divers pays, parmi lesquels le Royaume-Uni.

21. Le Gouvernement soutient que lors du procès judiciaire, l'inculpé n'a donné aucune garantie qu'il comparaitrait devant le tribunal s'il était laissé en liberté. M. El Hasnaoui a toujours bénéficié de l'assistance d'un avocat. La cour l'a finalement condamné à quatre ans de privation de liberté. Le condamné n'a pas fait appel de cette peine.

22. M. El Hasnaoui n'est pas journaliste mais blogueur, car selon la législation marocaine, il ne peut exercer comme journaliste s'il n'appartient pas à une organisation professionnelle. Les délais légaux concernant les procès de terrorisme ont été pleinement observés. La famille de M. El Hasnaoui a été constamment informée de sa situation personnelle et des détails du procès judiciaire. Le maintien de cette personne dans un local policier était nécessaire considérant la gravité du délit.

23. Selon le Gouvernement, les normes internationales ont été pleinement respectées pendant le procès. La preuve en est que M. El Hasnaoui n'a pas fait appel de sa condamnation.

24. Le Gouvernement nie que les accusations, le procès et la condamnation de cette personne soient des actes destinés à rendre vulnérables ses droits à la liberté de pensée et d'opinion. L'instruction préliminaire par la première chambre d'instruction a commencé par l'audition de M. El Hasnaoui assisté d'un avocat désigné dans le cadre de l'assistance judiciaire. M. El Hasnaoui a répété au juge d'instruction toutes ses déclarations précédentes. Devant la chambre criminelle près la cour d'appel de Rabat, annexe de Salé, M. El Hasnaoui a déclaré qu'il était parti en Turquie pour recevoir un encadrement

militaire. Les allégations de la source restent, dans leur ensemble, dénuées de tout fondement de fait ou de droit.

#### *Commentaires de la source*

25. La source a fait savoir que, le 29 octobre 2013, la peine imposée à M. El Hasnaoui avait été ramenée de quatre à trois ans d'emprisonnement par la cour d'appel de Salé. La source maintient néanmoins toutes ses allégations.

26. La source rappelle qu'aucun fait précis n'a été imputé au journaliste et que le procès-verbal de ses déclarations à la police a été altéré. Selon la source, M. El Hasnaoui a été détenu en raison de sa religion et de ses opinions politiques. Son statut de journaliste a été démontré par la grande quantité et qualité de ses articles.

27. Les contacts que M. El Hasnaoui a eus, en tant que journaliste, avec des salafistes ne constituent pas un délit. Ses contacts avec Alkarama et d'autres organisations sont parfaitement légitimes.

28. M. El Hasnaoui n'a pas été autorisé à être en contact avec un avocat pendant les premières phases de son procès. Il n'a pas eu accès au procès-verbal de ses déclarations ni à aucune documentation importante. La loi marocaine établit, par ailleurs, que les procès-verbaux ne sont valables qu'en l'absence de preuve contraire, ce qui n'est pas le cas.

#### **Discussion**

29. Le Groupe de travail considère que M. El Hasnaoui est un journaliste indépendant, faisant partie d'une organisation non gouvernementale marocaine de défense des droits de l'homme. Il a consacré son travail à la ville de Salé, à la défense de personnes persécutées en raison d'accusations de terrorisme, et a dénoncé et réuni des informations sur les détentions pratiquées par la police turque. C'est d'ailleurs pour cette raison que son entrée en Turquie lui a été refusée et qu'il a dû retourner au Maroc. En arrivant dans son pays, M. El Hasnaoui a été interrogé pendant de longues heures par la police marocaine, avant d'être libéré.

30. Le 15 mai 2013, M. El Hasnaoui a été convoqué par la police de la ville de Casablanca. Il a été détenu, sans avoir été informé des motifs de sa détention ni des charges retenues contre lui. Il a été interrogé plus particulièrement sur ses activités de journaliste, sur les reportages qu'il avait réalisés et sur ses convictions politiques. Il a été interrogé aussi sur ses activités de défenseur des droits de l'homme et sur ses relations avec des personnes proches du mouvement salafiste. Son téléphone portable lui a été confisqué illégalement.

31. Le Groupe de travail considère qu'aucune charge strictement pénale n'a été retenue contre M. El Hasnaoui et qu'aucun acte de violence ne lui a été reproché. Le Groupe n'exclut pas la possibilité que la persécution de M. El Hasnaoui soit due à ses contacts avec des personnes liées au mouvement salafiste, ce qui lui a déjà valu des menaces contre sa personne.

32. La garde à vue de M. El Hasnaoui, d'une durée initiale de 96 heures, a été prolongée deux fois et a duré au total 12 jours. Au bout de 12 jours, on lui a dit qu'il serait libéré sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui s'il acceptait de signer le procès-verbal. Épuisé par 12 jours de garde à vue dans des conditions difficiles, M. El Hasnaoui a été pressé de signer le procès-verbal sans en prendre connaissance.

33. Ce n'est que le 24 mai 2013 que M. El Hasnaoui a comparu devant le Procureur du Roi, à Salé. Il a alors été accusé de terrorisme et interrogé sur son voyage vers la Turquie, où il avait été refoulé, et sur ses contacts avec des personnes liées au mouvement salafiste.

34. Le 11 juillet 2013, M. El Hasnaoui a été interrogé par la cour d'appel de Rabat. Il a nié toutes les accusations et les faits qui lui étaient reprochés, sauf ses contacts avec des personnes liées au mouvement salafiste qu'il expliquait par sa profession de journaliste et ses activités de défense des droits de l'homme. Lors de ce procès, il a affirmé avoir reçu des menaces pour avoir refusé de collaborer avec la police.

35. Les accusations portées contre M. El Hasnaoui ne font référence à aucune activité violente et encore moins terroriste. Aucun acte de terrorisme ne lui a été imputé. Ses activités de défense des droits de l'homme, ainsi que ses activités comme intellectuel et journaliste semblent être parfaitement licites. Aucun fait matériel susceptible de constituer une infraction à la loi pénale n'a été établi ni par la juridiction d'instruction ni par la juridiction de jugement.

#### **Avis et recommandations**

36. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La détention de M. Mustapha El Hasnaoui est arbitraire dans la mesure où elle résulte de l'exercice de ses droits à la liberté de pensée, d'opinion, d'expression et de religion, et de ses activités de défense des personnes persécutées en raison de leurs pensées, idéologies ou opinions, prévus aux articles 18 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Maroc est partie, et, à ce titre, relève de la catégorie II des méthodes de travail du Groupe de travail. La détention est aussi arbitraire en raison de graves violations des normes internationales relatives au droit à un procès équitable telles que la signature sans lecture du procès-verbal, l'importance accordée au procès-verbal des déclarations faites à la police, l'absence d'un avocat pendant les premières phases du procès, etc., et relève de la catégorie III des méthodes de travail du Groupe.

37. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement marocain de remettre en liberté immédiate et inconditionnelle M. Mustapha El Hasnaoui et de lui octroyer une réparation appropriée pour les préjudices causés.

*[Adopté le 13 novembre 2013]*